

Questions orales

• (1420)

L'AGRICULTURE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, hier, à Rosetown, en Saskatchewan, 3 000 agriculteurs victimes de la politique gouvernementale responsable de la valeur élevée du dollar demandaient de l'aide. Le ministre de l'Agriculture a tout simplement dit non, absolument aucune aide d'urgence pour eux en ce moment.

Rien qu'en Saskatchewan, depuis 1986, depuis l'année où l'actuel ministre des Finances détenait le portefeuille de l'Agriculture, deux familles quittent l'agriculture pour de bon chaque jour de la semaine. Je veux que le ministre me dise ce que le gouvernement entend faire. Ces gens-là veulent rester en agriculture. Ils veulent mener une vie productive. Ils veulent contribuer à la richesse du pays, mais le gouvernement ne veut pas les aider cette fois-ci, cette année, au moment où ils ont besoin d'argent.

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je ferai remarquer à l'honorable député que j'étais à Rosetown hier, en compagnie de certains de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre et de certains collègues de l'autre côté de la Chambre.

Le député de Winnipeg-Sud-Centre y aurait été le bienvenu. Ce que mon honorable collègue d'en face devrait comprendre, c'est que, depuis 1984, notre gouvernement a triplé l'aide aux producteurs de céréales et d'oléagineuses par rapport à ce qu'elle était sous le gouvernement dont il faisait partie. Il sait très bien, tout comme les autres députés d'en face, que le problème d'aujourd'hui est attribuable à la stupide guerre des prix que se livrent la Communauté européenne et les États-Unis. Notre gouvernement a déjà pris des mesures pour protéger les agriculteurs, pour maintenir l'intégrité de l'exploitation familiale, et nous continuerons de le faire.

Jamais aucun autre premier ministre du pays ne s'est davantage préoccupé de leur stabilité et n'y a davantage contribué, et notre gouvernement continuera de le faire.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre, qui ne semble pas comprendre le sentiment de frustration qu'ont les agriculteurs, sentiment que son inaction dans le dossier de l'aide financière d'urgence ne fait qu'aggraver.

Le comité de la troisième ligne d'assistance financière se sent lui-même frustré et a exhorté le gouvernement à

prendre des mesures pour aider les agriculteurs qui ont subi des pertes lors de la dernière campagne agricole.

Quand le gouvernement respectera-t-il la promesse qu'il a faite aux agriculteurs en leur donnant l'aide financière dont ils ont tant besoin?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je dois d'abord dire au député que son absence à Rosetown a été regrettée. Comme il le sait, le gouvernement a versé quelque 400 millions de dollars l'an dernier, en 1990. Cette année, il a injecté environ 650 millions de dollars de plus au titre des mesures de soutien et d'adaptation en agriculture.

Je signale au député qu'il parle des pertes subies en 1991. S'il lit la conclusion des Syndicats du blé des Prairies, il constatera que cette crise a été causée non pas par les agriculteurs canadiens, mais bien par les pratiques commerciales déloyales des États-Unis et de la Communauté européenne. La clé du problème réside dans le GATT, qui rétablira l'ordre sur le marché international. Cependant, nous savons que cela n'arrivera pas du jour au lendemain, et c'est pourquoi nous aidons les agriculteurs depuis 1984 et nous continuerons de le faire.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, nous avons nous aussi regretté l'absence du ministre à Miami et à Brandon.

J'ai une autre question à poser au même ministre. Le ministre d'État chargé des Céréales a suggéré aux agriculteurs d'aller porter leur blé chez les concessionnaires de BMW pour protester contre ce que font les Européens.

Pourquoi ne feraient-ils pas la même chose chez les concessionnaires de Ford ou de Cadillac puisque les Américains font peut-être plus de tort à nos agriculteurs que les Européens?

Pourquoi le ministre ne se penche-t-il pas sur ce problème? Les Américains font du tort à nos agriculteurs.

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, ce que j'ai dit aux agriculteurs qui ont exprimé leur frustration et qui voulaient faire quelque chose avec leur blé ou leur maïs, c'est qu'ils pouvaient laisser un tas de blé chez un concessionnaire de Mercedes, de BMW ou autre et lui signaler que les voitures qu'il vend sont exportées au Canada moyennant des droits de 9,2 p. 100, alors que leur blé, qui est également un produit de très haute qualité, est exporté à